

**LE CONCEPT DE DEVELOPPEMENT
REMARQUES THEORIQUES ET METHO
DOLOGIQUES**

Le Concept de Développement : quelques remarques théoriques et méthodologiques

*Melle : CHERIET Boutaina
Maitre Assistante à l'Institut
de Psychologie
Univertsité d'Alger*

Introduction :

- **Développement selon la problématique de la « Modernisation »**
 - Le développement comme « rite de passage » de la traditionalité à la modernité.

II - Développement ou Dépendance ?

- « Développement du sous-développement. »

III - « Résistance » au développement ou lutte pour l'autonomie.

Conclusion : Développement local à la demande de qui ?

Introduction :

Le concept de développement a fait couler beaucoup d'encre depuis au moins trois décennies, et plus précisément depuis son application dans les pays du Tiers-Monde, pays que l'on a qualifié de « sous-développés » par rapport aux économies et sociétés industrialisées capitalistes ou socialistes.

Les « écoles » de pensée ne manquèrent pas pour expliquer *l'état* du sous-développement comme dans la théorie de la modernisation préconisée par les économistes et les sociologues fonctionalistes ; ou alors les *causes* historiques et structurelles du phénomène telles que perçues dans les analyses néo-marxistes.

Cependant, comme nous le verrons plus loin, quelle que soient les tentatives d'analyse du sous-développement, celui-ci est généralement présenté dans une optique comparative réductrice dans le sens où toute sa problématique, réduit les sociétés dites

sous-développées en sujets passifs de l'histoire. En effet, que ce soit l'école de la modernisation qui y voit des sociétés « traditionnelles » auxquelles il faut infuser le modernisme, ou l'analyse de la dépendance qui les enferme dans un rôle et statut de victimes de l'histoire coloniale et de l'expansion capitaliste, une myriade d'organisations sociales et culturelles se sont vues attribuées le vocable de « sous-développées », malgré la diversité extraordinaire de leurs structures socio-économiques.

I - Développement selon la problématique de la « modernisation »

La théorie de la modernisation apparaît avec l'intervention grandissante des Etats Unis sur le continent asiatique au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

Le contrôle du « défi » japonais d'une part, et du « péril » rouge et jaune ne menèrent pas seulement à des interventions militaires (Hiroshima, Nagasaki, Corée, Vietnam) directes, mais aussi systématiquement à une mobilisation de la recherche scientifique dans les sciences sociales avec pour objectif le contrôle du changement social dans des sociétés perçues comme traditionnelles et sous-développées.

Bien que le lien entre les instances politiques officielles américaines et quelques universitaires renommés ait été démontré (CF. Irene Gendzier, *Managing Political Change : Social Scientists and the Third World*, 1985), il ne s'agit pas ici de réitérer ce point important, mais plutôt d'en mesurer les implications pour toute la philosophie du développement en vigueur depuis les années 1950.

Le développement comme « rite de passage » de la traditionnalité à la modernité.

La théorie de la modernisation s'attachera principalement à démontrer que les sociétés non capitalistes, non industrielles des continents Asiatique, Africain et Latino-Américain vivent un *état* de sous-développement socio-économique et politique dues à leurs structures « traditionnelles ». La « traditionalité » est alors perçue comme un état *typique*, intrinsèque, caractérisé par des relations sociales « tribales », le primat du groupe sur l'individu, et la prééminence du sacré, et du magique.

Face à ce modèle, est érigé un modèle idéal type de la société « moderne » caractérisée quant à elle par des relations sociales impersonnelles et institutionnelles, le primat de l'individu sur le groupe, et la dominance du rationalisme et du sécularisme.

Il est important de relever l'usage du modèle idéal type Wébérien par les penseurs de l'école de la modernisation, car celui-ci sera déterminant dans la légitimation scientifique de l'intervention des pays modernes dans les pays qui « souffrent » du traditionalisme, sous forme de « diffusion » des institutions et processus porteurs de modernité.

La notion de « diffusion » introduite par le sociologue Américain Talcott Parsons (*Structure and Process in Modern Societies*, 1960), se transformera rapidement en appel pour une intervention plus ou moins directe de l'Occident (the West) (modèle du modernisme par excellence) dans les régions sous développées (underdeveloped areas). Daniel Lerner par exemple proposera une occidentalisation systématique des sociétés traditionnelles :

Les sociétés traditionnelles ne se développeront que lorsqu'elles auront subi un processus d'acculturation par l'Ouest, à travers la diffusion du savoir, des techniques, des valeurs, de l'organisation, de la technologie et du capital, jusqu'au moment où ces sociétés, leur culture et leurs population deviennent des variantes de ce qui a fait le succès la communauté de l'Atlantique Nord.

(The passing of Tradition et Sociétés, the Free Press, New-York, 1958)

PARSONS recommandera la formation et l'occidentalisation des élites politiques en place dans ce qui a été appelé les nouveaux états-nations (new nation-states), notamment au lendemain des indépendances africaines. On retiendra la formule suivante :

• la formation sous les auspices du gouvernement d'une classe hautement instruite et performante sur le plan de son expertise technique, et dont le statut social est fortement lié à des occupations professionnelles de type moderne, et qui peuvent ainsi leur permettre de se dissocier de toute élite traditionnelle dans leur société. Cette classe devra en un sens devenir l'équivalent fonctionnel de la « classe moyenne » occidentale. **(Parsons, 1960 : 127)**

La notion d'occidentalisation est intéressante à retenir dans le sens où elle a déjà fait l'objet de préoccupations non seulement des penseurs impérialistes, mais aussi de penseurs tels que Marx et Engels, dans leur analyse du phénomène colonialiste.

Dans leurs textes sur le colonialisme en Algérie et en Inde, Marx et Engels préconisent la destruction de ce qu'ils appelèrent « la barbarie et les barbares » par l'Occident et la Bourgeoisie, afin d'établir les bases d'une société « civilisée » à l'instar de la société occidentale. Alors que Marx dénie toute histoire à l'Inde, qu'il qualifie de « société passive et inchangée » (écrits journalistiques après 1848), Engels fait remarquer que « la conquête de l'Algérie est un fait important et propice au progrès de la civilisation » car « les bedouins sont un peuple de voleurs dont les principaux moyens d'existence consistent à faire des incursions chez les uns et les autres ». (in The Northern Star, Vol ; XI, 22 Jan. 1848, no. 535, p. 7).

Les constats d'a-historicité de l'Inde et du « barbarisme » de l'Algérie en font aux yeux de Marx et Engels des sociétés statiques qui ne peuvent changer que sous l'impulsion du dynamisme de civilisation bourgeoise occidentale. Marx parle alors de *double mission* de la présence de l'Angleterre en Inde :

Une mission destructrice et une autre régénératrice l'annihilation de l'ancienne société asiatique, et l'établissement des fondations matérielles de la société occidentale en Asie. **(in Mc Lellan, 1978 : 332)**

L'enthousiasme de Marx et Engels pour la colonisation n'est autre que leur admiration pour le rôle « révolutionnaire » de la bourgeoisie dans le monde, mais dénote aussi une approche inductive et positiviste du changement social . Leur mépris pour les spécificités « locales » des diverses formations pré-capitalistes ou non-capitalistes non-bourgeoises rappelle étonnamment celui de l'école de pensée contemporaine de la modernisation. Dans les deux cas l'induction représente l'instrument méthodologique dominant,

alors que le positivisme informe toute leur conception de l'évolution et du changement social.

Le fait de relever ici des similitudes « épistémologiques » plutôt que les « ruptures » (pour reprendre Althusser) entre les modes de pensée dialectique et fonctionnaliste nous permet de mettre en exergue le problème de l'idéologisme dans l'investigation sociale, ce que Igor Kopytoff a appelé « la mythologie sociale de l'observateur » et qu'il définit comme « les suppositions et les mythes qu'il a de sa société et par projection de la société en général ». (« Socialism and Traditional African Societies ») in Friedland and Rosberg, 1964 : 54).

Cette mythologie sociale est d'autant plus aveuglante dès lors qu'elle procède d'un système social et de pensée dominant. Fait relevé notamment par Edward Said dans son livre *Orientalism* (1978). Said suggère que la notion d'Orient est une création des penseurs européens du 19^{ème}. Siècle et notamment de ceux qui se « spécialisent dans la question orientale », c'est à dire les « Orientalistes ». C'est alors que la spécialisation devient induction et généralisation dans le sens où une myriade de formation sociale, pour peu qu'elles appartiennent à la même aire géographique ou civilisationnelle sont enfermées dans un schéma type, en général dévalorisant, parce que déterminé par des rapports de domination.

Bien que plus subtile de nos jours, l'observation du Tiers-Monde continue de souffrir des limites de l'inductivisme et du positivisme dans l'investigation sociale. Les spécialistes « inventent » un tiers-monde dont les particularités ne sont pas décrites et reconnues mais « calculées » au moyen de paramètres économétriques, et comparées à un modèle tout aussi général, les sociétés industrialisées, urbanisées pluralistes, démocratiques. Les rapports de domination continuent de nourrir cette façon d'appréhender le monde, bien qu'elle ait été remise en cause par des penseurs en partie issus du Tiers-Monde.

II- Développement ou Dépendance ?

L'école de la modernisation ne tarda pas à soulever des critiques. Au « *Asian Drama* » de Gunnar Myrdal, et « *Stages of Economic Growth* » de W.W. Rostow qui proposent à l'instar de Marx l'occidentalisation des pays sous-développés, et attribuent le sous-développement à un état originel de stagnation et de statisme, des économistes et sociologues latino-américains et africains proposent une analyse dialectique.

Avant tout ils rappellent les rapports de domination qui ont régi depuis l'expansion de l'Europe mercantile les relations entre les centres capitalistes et les régions aujourd'hui sous-développées. André Gunder Frank (1969) est catégorique la dessus :

Le sous-développement n'est pas dû à la survivance d'institutions archaïques et l'absence de capital dans les régions qui sont restées isolées des processus de l'histoire mondiale. Au contraire, le sous-développement a été et continue d'être généré par le même processus historique qui a engendré le développement économique : le développement du capitalisme lui même.

Le sous-développement devient alors une dynamique d'ordre dialectique, que les penseurs de l'école de la dépendance s'appliquent à démontrer sur le plan historique à

travers le processus de la colonisation, dans les rapports actuels des diverses situations néo-coloniales. Ceux-ci sont clairement des rapports de dépendance, et les échecs des différents modèles de développement ont été maintes fois identifiés comme étant le résultat des rapports de dépendance des économies périphériques vis à vis les centres capitalistes, détenteurs de la technologie et du capital dont le transfert vers les pays dits sous-développés a mené à l'endettement des ces derniers plutôt que leur « take off » comme le prescrivait Rostow.

Que ce soit en Amérique Latine, en Asie ou en Afrique, l'analyse de l'école de la dépendance (Frank, Amin, Wallerstein, Arrighi) fut éminemment pertinente dans son approche dialectique du sous-développement, et de ses causes historiques et structurelles (ordre économique mondial).

La situation dramatique dans certaines régions de l'Afrique (famine, débaçle économique et institutionnelle) dénote plus une détérioration qu'un état originel. Cependant l'Afrique aurait-elle gagné à couper ses liens avec les centres capitalistes comme l'ont conseillé les théoriciens de l'école de la dépendance, afin d'assurer un développement autonome ? Rien n'est moins sûr alors qu'il y a eu les « miracles » Coréen et Brésilien, (mais à quel prix) ?

La panacée du « delinking » de l'école de la dépendance reste douteuse dans le sens où elle s'oppose directement à cet autre remède miracle qu'est la « diffusion » proposée par les chantres de la modernisation. En effet, les « de-linkers », n'ont pas remis en question l'approche dualiste des « modernisateurs », mais continuèrent de fonctionner avec les mêmes entités, sauf que la dualité n'opposait plus les sociétés modernes aux sociétés traditionnelles, mais les centres et métropoles développés aux périphéries et satellites sous-développés.

Par le truchement de cette dualité, les régions sous-développées sont toujours perçues comme récipiends statiques du changement social, que ce soit vers le développement ou vers le sous-développement.

III - Résistance au Développement ou lutte pour l'autonomie

En effet les dynamiques économiques, sociales et culturelles endogènes à ces régions, dénotent l'existence d'une variété considérable de formations sociales, qui ont dans une certaine mesure déterminé l'évolution des grands bouleversements historiques qu'elles ont vécu, et leurs implications sur les formations actuelles.

C'est ainsi qu'on a parlé de phénomène de « résistance » aux programmes de développement officiels, phénomène qui n'était autre que le refus de la dépendance, et qui a été notamment relevé chez les paysans africains dont l'autonomie économique, sociale et culturelle était menacé par des programmes de développement au profit des centres urbains et des élites urbaines. Ce cas a été particulièrement bien démontré dans les expériences africaines de développement socialiste, basé sur la philosophie du développement rural, et les opérations de réforme agraire souvent conçues par les bureaucraties locales urbaines, ou les experts internationaux.

Pourtant il y eut les sonnettes d'alarme répétés de l'agronome René Dumont sur les

méthodes bureaucratiques et ce qui a été appelé ici la méthodologie inductive utilisées dans le lancement des diverses réformes agraires qui ne tenaient pas compte des dynamiques de production et d'organisation sociale locales, et qui se soldèrent en définitive par des échecs aux implications désastreuses pour les paysanneries locales, ainsi que les économies nationales.

En dehors des analyses d'économie politique qui furent amenées à dévoiler le rôle actif des populations locales dans l'adoption ou le refus des programmes de développement, refus en général diffus et qui s'expriment dans le retrait et la résistance passive plutôt que l'affrontement (voir diverses études sur le programme Tanzanien de Ujamaa et plus particulièrement de villagisation Ingle, Hyden, Coulson) il serait intéressant de retenir les « résistances dues à des facteurs culturels.

Par exemple, dans le cas du programme de réforme agraire en Tanzanie, les autorités centrales ont dû recourir à l'utilisation de la force pour déplacer les populations de paysans de leurs villages d'origine aux nouveaux villages bâtis. Un mouvement de population bouleversant eut lieu pendant trois années (1973-1976) 13 millions de personnes furent déplacées par camions entiers vers les nouveaux sites dont l'emplacement était décidé au niveau des administrateurs et cadres du parti au pouvoir (Coulson, 1982).

L'un des facteurs de résistance était que les paysans ne souhaitaient pas s'éloigner des terres où leurs ancêtres avaient été enterrés (Westerlund, 1980) et par conséquent refusaient de remplacer le culte des ancêtres par le culte de l'Etat. De façon encore plus significative, les paysans tanzaniens habitués à vivre en communautés restreintes, craignaient que la concentration de villageois étrangers les uns aux autres ne répandent les pratiques de la sorcellerie (Ingle, 1972 ; Westerlund, 1980).

Ces exemples attirent donc l'attention sur le rôle actif des patrimoines culturels locaux dans l'accueil qu'ils font à des programmes de développement des administrations centrales. D'une part ils contredisent la théorie de la passivité des formations non-capitalistes, ou traditionnelles ; et d'autre part ils démentent le schéma mythique et idyllique dans lequel les ont enfermés les discours officiels.

En effet, les élites dominantes ont eu tendance à idéaliser ce qu'elles s'accordèrent à considérer comme aspects traditionnels et authentiques dans leurs pays. En Afrique on chanta les louanges d'une société traditionnelle égalitaire, harmonieuse, communautaire que lie une solidarité non-hiérarchique ; une société à l'image du « bon sauvage ». (voir Leopold Seder Senghor et Nyerere).

Lorsque certains discours portant sur la spécificité du « socialisme africain » lui attribuent des origines dans l'égalitarisme pré-colonial et pré-capitaliste, il arrive qu'ils soient contredit par des pratiques caractérisées par des hiérarchies locales de générations ou de sexe. D'autre part les sociétés traditionnelles africaines présentent une variété de structures sociales allant du plus simple au plus complexe. (Iliffe, 1979), des groupes de nomades chasseurs, jusqu'aux états et royaumes basés sur des modes d'exploitation économique complexes.

Conclusion : Développement local, à la demande de qui ?

Aujourd'hui, alors que se font les bilans des différents «modèles» de développement, sinon leurs procès, nous relevons avec intérêt l'attention soudaine portée aux particularités et particularismes des diverses sociétés de cette «malformation» gigantesque nommée Tiers-Monde. La débacle des modèles de développement conçus à l'échelle globale (substitutions aux importations, priorité à l'industrie lourde) mérite que l'on s'y arrête, non pas seulement pour préconiser la nouvelle formule du développement «local» comme alternative, mais surtout pour démystifier toute la philosophie du développement.

Il est à craindre que les nouvelles propositions allant dans le sens du développement local n'érige ce dernier en panacée «globale». Nous craignons particulièrement la désresponsabilisation des pays riches envers les pays pauvres, ainsi que les bourgeoisies et élites politiques de ces derniers vis à vis leurs paysanneries et sous-prolétariats.

Ainsi préconiser l'adoption du développement local comme formule plus efficace car plus adaptée devrait plutôt être présentée sous forme d'hypothèse, et non pas comme déduction à partir des échecs des modèles de développement global, qui d'ailleurs n'eurent pas les mêmes implications ni les mêmes résultats partout.

En effet préconiser le développement local en Calabre (sud de l'Italie) procède d'une dynamique économique, sociale et culturelle locale, nationale et continentale (Européenne) différente de celle de la Wilaya de Tipaza (Ouest d'Alger), ou the Tanganyika District (nord de la Tanzanie).

Les procès des divers modèles de développement se firent selon une méthodologie d'évaluation d'ordre plutôt techniciste que fondamentale. D'où la répétition des échecs. En effet on s'empressa de critiquer le modèle dominant de l'heure (ex. industrialisation) pour proposer et appliquer tout aussi systématiquement un autre modèle (ex. développement rural, community développement), sans se soucier du fondement même de toute la problématique du développement. Aujourd'hui l'heure est aux ajustements structurels et au développement local qu'on présente comme des panacées (voir C. Comelian, «Une seule politique : l'ajustement structurel » in le *monde diplomatique*, Février 1989

- Il est intéressant de noter que chaque formule de développement prend au moins une décennie pour produire des résultats loin d'être ceux escomptés au départ. Depuis trois à quatre décennies, une sorte de rituel s'est installé à l'échelle internationale, celui des évaluations des «décennies» du développement (développement decades), sans pour autant que la problématique du «développement» soit questionnée sur un plan plus fondamental que les milliers de rapports techniques déposés tant au niveau national qu'international, auprès d'appareils bureaucratiques et politiques de plus en plus détachés des situations sur le terrain.

Le même sort risque d'arriver au développement local si celui-ci est adopté comme alternative et non pas comme opération ponctuelle et pragmatique selon les conditions spécifiques des problèmes posés ici et là dans les diverses sociétés.

Ceci revient à dire que le développement local ne doit pas être présenté en rupture

avec les *les développement* régionaux ou globaux sur la scène internationale, car il sera nécessairement déterminé par ces derniers.

Paradoxalement, il est nécessaire de rappeler que la notion de développement local ne constitue nullement une nouveauté.

Elle fut préconisée sous un autre label par les administrations coloniales, notamment en Afrique anglophone, dans le domaine de la politique éducative dès les années 1920 de l'administration coloniale Britannique. Entre 1921 et 1924, les commissions Phelps-Stokes (fondées par les Américains) recommandèrent des programmes d'éducation « adaptée » à la « culture nègre ». Les experts de ces commissions s'inspirent de l'expérience américaine en matière de « negro education », dans le sud des Etats Unis, sous l'égide d'un certain Thomas Jesse Jones. Ce dernier écrit entre autre :

Le salut de la race de couleur sera encore pour un temps à extraire de la terre. La race nègre réussira ou échouera selon qu'elle se vouera à l'agriculture et à la mécanique, ou bien se détournera de cette voie. Ses enseignants devront être inspirés par l'esprit de travail et familiarisés avec les moyens d'acquérir des gains matériels. Enseigner et se vouer à l'agriculture vont de pair dans les circonstances actuelles.

(in Harik and Schillings, 1984 : 57)

Ceci ne manque pas de rappeler les appels à des politiques de développement « adapté » lancé pendant les années 1970 par les experts internationaux (Philippe Coombs : *The World Educational Crisis*, 1970) et même des leaders africains tels que Nyerere son « *Education for Self-reliance* (1967), notamment à travers la notion de « développement rural » et d'éducation de base (basic education) pour le développement dans les sociétés africaines agraires.

Après l'intérêt porté aux systèmes d'éducation formels et les constats d'échec des politiques de démocratisation de l'enseignement, les experts se tournèrent vers les secteurs informels d'éducation des adultes et d'alphabetisation dans les zones rurales, pensant y trouver une solution au phénomène de l'exode rural en Afrique. Les appels se multiplièrent donc en direction de l'acquisition d'une instruction de base afin de dynamiser la production agricole et contenir l'exode. La fin des années 1970 se solda par l'échec de ces politiques qui aggravèrent la sélection sociale, et les inégalités entre centres urbains et périphéries rurales, car en même temps les élites urbaines poursuivirent une politique d'enseignement formel, qui ne pouvait qu'accroître la demande sociale, dans le sens où elle donnait accès aux meilleures occupations.

Eu égard à tous ces développements, il est impératif que le développement local préconisé aujourd'hui avec pour corollaire les principes de participation des collectivités et populations locales, ne se pose pas au sein d'une problématique de systématisation, mais plutôt dans des contextes de *demande locale*. Il est clair que l'hégémonie des modèles de développement global qui se sont succédés depuis 3 décennies souleva des besoins d'initiatives locales, vu le rôle actif des dynamiques sociales, éco, et culturelles locales dans l'adoption ou le rejet de programmes et de stratégies venant généralement de centres de décision exogènes. Ceci prouve qu'il est impératif de tenir compte de la demande endogène locale en matière de développement.

Bibliographie

- Ingle, C.R.**, *From Village to State in Tanzania : the Politics of Rural Development* Cornell, University Press, 1972.
- Hyden, G.**, *Beyond Ujamaa in Tanzania, Underdevelopment and Uncaptured Peasantry*, Heinemann London, 1980.
- Tann Yajinga Nchi, Political Development in Rural Tanzania*, Lund Political Studis 8, Lund, 1968.
- Westerlund, D.**, *Ujamera na Dina, A study of Some Aspects of society and Religion in Tanzania*, Stockholm studies in comparative religion, 18, Alinquist and Wiksell International, Stochholm, 1980.
- Iliffe J.**, *A moderne History of Tanganika*, Cambridge U.P., 1979
- McLellan, D.**, *Karl Marx, Selected Writings*, Oxford University Press, 1978.
- Gallissot R., et Badia G.**, *Max, Marxisme et Algérie, textes de Marx-Engels, 10/18, 1976.*
- Kopy Toff, I.**, " *Socialism and Traditional African Societes* " in *Friedland W.H., et Resberg C.G. (eds) African Socialism*, Stanford University Press, California, 1964.
- Said, E.**, *Orientalism*, Routledge and Kegan Paul, London 1978.
- Myrdal, G.**, *Asian Drama*, vols. I-III, Panthen, New York, 1968.
- Rostow W.W.**, *The Stages of Economic Growth : A non-communist manifesto*, Cambridge University Press, 1960.
- Frank, A.G.**, *Sociology of Développement and Underdéveloppement of sociology*, Zenit Reprint 1, Stockholm 1969.
- Dumont R.**, *False Start in Africa*, André Deutsh, London 1969.
- Dumont R and B. Rosier** *The Hungry Future*, André Deutsh, London 1969.
- Dumont R. et Maroyer M.**, *Socialisms and Développement*, André Deutsh, London, 1973.
- Le Monde, Dossier et Documents, documents**, « Les Tiers-Mondes », No. 163, Février 1989.
- Comelian, C.**, « Une seule politique : l'ajustement structurel » in *Le Monde Diplomatique*, Février 1989, p. 28.
- Harik, E.M.** Schilling D.G., *The Politics of Education in colonial Algéria et Kenya*, Ohio University Ohio, 1984.